



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2022-82
Séance du 7 décembre 2022 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-deux, le sept décembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Théo Briane, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Didier Huber, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Filipe Serra
Mmes Frédérique Berard, Elodie Joannot, Romane Palau, Paloma Pervent, Fanny Suau, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Sylvain Deyrat pouvoir à M. Didier Huber, Mme Laurence Enjalbert pouvoir à Mme Paloma Pervent, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. Michel Perez, Mme Brigitte Torrandell pouvoir à Elodie Joannot, M. Alexis Viala pouvoir à Mme Frédérique Berard

Absents excusés : Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan

Secrétaire de séance : M. François Petit

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 16

Procurations : 5

Absents : 2

Votants : 21

Date de convocation et affichage

2 décembre 2022

Objet : Révision du loyer du local occupé par le Relais Petite Enfance

M. le maire rappelle aux membres du conseil que suite à la dissolution du SIVOM Vène & Mosson et dans une logique de coopération et de solidarité, les anciennes communes membres (Pignan, Saussan, Murviel-lès-Montpellier, Cournonterral, Cournonsec, Fabrègues, Saint Georges d'Orques et Lavérune) ont souhaité continuer à conjuguer leurs efforts afin d'assurer la pérennité du service « relais assistants maternels » devenu « relais petite enfance », qui assure une mission de conseil, d'information et d'échange entre les parents, les assistants maternels et les différentes structures partenaires.

Une convention tripartite est conclue chaque année par la commune avec le Conseil Départemental de l'Hérault et la Caisse d'Allocation Familiale de l'Hérault afin de définir le niveau de financement du Conseil Départemental de l'Hérault et participer aux frais de fonctionnement du Relais Petite Enfance (RPE) Vène et Mosson.

L'ensemble des frais de fonctionnement est assuré de la manière suivante :

- Par le Département à hauteur de 25% des salaires et charges sociales des animatrices ;
- Par la Caisse d'Allocations Familiale qui s'engage à verser une prestation de service dont le montant annuel s'élève à 43 % des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la Caisse d'Allocation Familiale et un bonus lié à la mise en place de missions renforcées ;
- Par les communes pour le solde.

En sa qualité de gestionnaire, la commune de Lavérune centralise les dépenses et recettes du RPE et en dresse chaque année un compte de résultats, puis refacture le solde aux communes membres au prorata de leur population.

Les locaux principaux du RPE étant hébergés dans un bâtiment communal, la commune intégrait historiquement aux charges un loyer de 2400€/an afin de valoriser l'utilisation de ce local de 47m², soit environ 51€/m² par an.

Il apparaît toutefois que la valorisation de ce local est aujourd'hui au regard de la valeur locative des locaux professionnels de la région qui ne font pas partie d'un programme neuf, dont les loyers se situent entre 100 et 130€/m² par an.

Considérant qu'il s'agit d'un bien communal utilisé pour une mission intercommunale d'intérêt général, le tarif peut être adapté par la commune. Il est alors proposé que la commune de Lavérune fixe, à compter de l'exercice 2023, ce loyer à 4000€/an soit environ 85€/m² par an.

Le conseil municipal, après discussion et à l'unanimité :

- approuve la révision de loyer présentée,
- autorise M. le maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 7 décembre 2022.

Roger CAIZERGUES
Maire



François PETIT
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérécoeurs citoyens » accessible par le site internet www.telerecoeurs.fr

nomenclature : 7.10.2